

Italie : le « non » au référendum traduit un rejet massif de l'Union européenne.

Article rédigé par , le 08 décembre 2016

[Source : Breizh Info]

Si Norbert Hofer a échoué en Autriche, le front du refus anti-UE a mis Matteo Renzi (photo) en échec en Italie ; celui-ci a choisi de démissionner conformément à ce qu'il avait annoncé avant le vote.

Ce référendum met en échec les partisans et les instances dirigeantes de l'Union européenne et constitue une grande victoire pour la Ligue (ex du Nord) de Salvini et le Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo lequel réclame la dissolution du parlement. Il semble que le Mouvement 5 étoiles serait en mesure de remporter une future élection législative ce qui ouvrirait des possibilités inouïes concernant l'avenir de l'Union européenne puisque Beppe Grillo souhaite qu'un référendum soit organisé sur la question de la sortie de l'euro (ce qui fait hurler l'intempérant de Bruxelles qui a expressément demandé aux gouvernements de l'UE de ne plus consulter les peuples. Juncker est un récidiviste qui dit tout haut ce que la bobocratie pense tout bas).

Parlant de Matteo Renzi , Jacques Sapir a écrit, avant le référendum : « S'il échoue, la réforme bancaire n'aura pas lieu, en tous les cas pas comme il le souhaite, et il n'aura plus d'autres choix que de supplier l'Allemagne de procéder à une politique de relance massive s'il veut sauver l'économie italienne. Comme il y a de très faibles chances qu'il soit écouté à Berlin, il pourrait ne pas y avoir d'autre choix pour l'Italie qu'une sortie en catastrophe de l'euro ».

Les effets de ce référendum seront très probablement considérables et ils n'affecteront pas que l'Italie : « En effet, avec une Italie quittant l'Euro, et dépréciant sa monnaie d'au moins 25% (s'il n'y a pas d'appréciation de la monnaie allemande), le choc concurrentiel sur la France sera considérable, et ses conséquences catastrophiques. Si ce choc se combine aux effets récessifs de la politique de François Fillon, on pourrait avoir une baisse de la croissance de -1,5% à -2,5% en France, et une hausse du chômage pour la seule année 2018 de 500 000 à 700 000 nouveaux chômeurs au moins, pouvant atteindre et même dépasser le million (avec les chômeurs « induits » par les chômeurs « directs »). Les entreprises françaises feront alors pression sur le gouvernement soit pour obtenir de nouvelles aides soit pour qu'il sorte de l'euro ». Nous entrons dans une zone de très fortes turbulences. Plus rien n'est sûr et tout devient possible, y compris la disparition de la monnaie unique et peut-être même, à moyen terme, celle de l'Union européenne.

B. Guillard